



## Bus : un peu plus de justice pour la grande couronne

Le chiffre du  
mois :

**30%**

Le 16 mai au Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF), nous devons approuver le nouveau plan pluriannuel de l'évolution de l'offre de bus à horizon 2016, une délibération qui fera suite à un important travail lancé par la Commission Offre de Transports.

Les principes adoptés corrigeront enfin certaines injustices que nous dénoncions depuis des années.

- Une plus grande justice financière : jusqu'à présent le STIF prenait en charge à 100 % les dépenses de bus en zone RATP, mais demandait aux collectivités de participer financièrement – en moyenne à hauteur de 10 % - aux réseaux en grande couronne. Résultat, les communes (via l'intercommunalité) paient 80 millions d'euros par an un service que les communes de Paris et de la petite couronne ne paient pas.

**Avec cette nouvelle délibération, les communes se trouveront enfin sur un pied d'égalité.**

Le STIF prendra désormais à sa charge 100 % des offres de bus à venir. Nous n'avons malheureusement pas obtenu gain de cause sur les offres de bus anciennes.

- Une plus grande justice dans l'offre : jusqu'à présent les nouvelles lignes et nouveaux horaires de bus étaient majoritairement destinés à Paris et sa proche couronne alors même que ces territoires bénéficient d'un réseau (métro, RER) bien plus dense et bien meilleur que le nôtre.

Là encore nous avons obtenu **un rééquilibrage puisque désormais l'offre de bus concernera à 60 % pour la grande couronne**. C'est un premier pas important, même si encore insuffisant, compte tenu des retards qu'accusent nos territoires. A suivre...

30 %, c'est l'augmentation du chômage des jeunes (NB : de moins de 25 ans) depuis le début de la crise (NB : janvier 2009) dans notre région.

Facteur aggravant et cas unique depuis des dizaines d'années, **ce chômage des jeunes a augmenté plus vite dans notre région que dans le reste de la France** (NB : +29,7 % en IDF contre 18,7 % en moyenne nationale – chiffres DARES).

## Vos élus utiles

**La majorité régionale a divisé par 4 ses aides aux communes...** et privilégie souvent ses amis.

**A force d'intervention, nous avons obtenu le vote des contrats régionaux de Villiers-sur-Orge et de Brunoy**, qui permettent notamment pour la première la construction d'une école et pour la seconde la création d'une crèche. D'autres sont en attente, nous restons donc mobilisés.





## Agression RER D à Grigny : la Région en cause



Chacun se souvient de l'émotion suscitée par l'attaque, par une bande d'une vingtaine de personnes, en gare de Grigny, des usagers d'une rame du RER D. L'affaire, révélée par la presse, a amené le Ministre de l'Intérieur à se déplacer, à promettre moult mesures et moult sanctions.

Nous avons effectivement vu... **le tribunal a relaxé le principal prévenu au bénéfice du doute.** Pourquoi ? Parce que les caméras l'identifiaient bien arrivant et sortant de la gare, en bande, mais ne l'identifiaient pas à bord du train pour la simple et bonne raison que ces caméras n'existent pas !

Les Ecologistes y ont en effet toujours été opposés et **les premières rames du RER D rénovées n'ont donc pas été équipées de caméras.** Avec Valérie PECRESSE nous avons demandé l'équipement en urgence du réseau ferré à l'image de ce que nous avons mis en œuvre dans nombre de nos réseaux de bus depuis longtemps.

### Une matinée avec Valérie PECRESSE sur le RER D

Valérie PECRESSE a consacré sa matinée du 11 avril à la visite du centre de surveillance de la SNCF et du centre opérationnel du RER D.



Cette visite a d'abord permis de mesurer l'ampleur des besoins pour assurer la sécurité des usagers des transports publics (voir article précédent). Puis, empruntant le tunnel commun aux RER B et D entre Gare du Nord et Gare de Lyon, elle a pu discuter avec les agents qui assurent au quotidien la gestion du RER D. Elle a su rappeler la priorité donnée par les élus de notre groupe à des investissements massifs en faveur des réseaux existants afin d'assurer la fiabilité de la ligne D du RER et le confort des usagers.



LE  
NOUVEAU  
GRAND  
PARIS

Après avoir moqué et condamné le Grand Paris de Sarkozy, les groupes de la majorité régionale en revendiquent avec un monumental culot tout le mérite et même la paternité. C'est pourtant le même, à quelques nuances près :

- Il s'appellera désormais « Nouveau Grand Paris »
- Les lignes nouvelles auront des numéros et pas des noms de couleur !

Ce qui est vraiment nouveau c'est que projet va être « séquencé »... c'est-à-dire en langage clair, qu'il va être étalé sur une période tellement longue qu'il n'aura pas les effets économiques et sociaux voulus initialement.







Une nouvelle fois, la session plénière du Conseil régional des 25 et 26 avril a illustré de triste façon comment la majorité hétéroclite de gauche traite les problèmes régionaux. L'ordre du jour appelait une série de délibérations oscillant entre la redite ripolinée, et des plans ou dispositifs aussi ronflants que molles et dérisoires dans leurs modalités. Mais ces **délibérations ne sont-elles pas principalement destinées à nourrir des communiqués de presse** et l'illusion d'une action?

Exemples:

- Un Plan de lutte contre le gaspillage alimentaire totalement inconsistant, qui se signale surtout par la re-crédation de groupes de travail !
- Un **Dispositif régional pour les étudiants incarcérés**, avec à la clé une aide financière plus importante que pour les étudiants modestes non incarcérés qui doivent pourtant se loger, et se transporter...
- Un Plan de promotion de la haute qualité sociale. **La région va subordonner ses aides financières aux PME à une série de critères**, mais surtout à une paperasserie et à des contrôles tels qu'aucune PME performante n'ira les solliciter
- **Un plan régional de lutte contre le décrochage scolaire**, belles intentions assorties d'un **effort dérisoire de 30€ par élève concerné**



Une exception, qui sonne comme une condamnation unanime du gouvernement. Un débat a eu lieu sur le projet de loi qui crée avec la Métropole une n-ième couche au mille feuilles institutionnel. Tous les groupes ont condamné cet aberrant projet bureaucratique!

Voilà de quoi le conseil régional s'est occupé ces 25 et 26 avril derniers alors que **l'économie régionale souffre et que l'Île de France dramatiquement ses missions : transports, formation professionnelle et Lycées.**

